

ANNEXE N°27

Service émetteur : Délégation territoriale des Côtes d'Armor
Département santé publique
Pôle santé environnement

Affaire suivie par : David MERCERIE

Courriel : ars-dt22-sante-environnement@ars.sante.fr

Téléphone : 02 96 60 42 20

Télécopie : 02 96 33 72 81

Réf. : Votre correspondance du 22/06/18

Date : 31/07/18

Objet : Élaboration du PLUi de Saint-Brieuc Armor Agglomération – Porter à la connaissance

P.J. : 2

Date d'arrivée au SPLU	Original	Copie	Pour
Mission logement			Réponse à la signature du DDTM
Pôle assistance			Réponse à ma signature
Politiques du logement			Etude et avis
Renouvellement urbain & logement public			Suite à donner
Logement privé			Attribution
Application du droit des sols			
Planification & actions transversales	X		
Planification & animation du territoire			
Planification de service			

Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer

Service planification, logement, urbanisme
Unité planification et actions transversales
1 rue du Parc – CS 52256
22022 SAINT-BRIEUC CEDEX

À l'attention de Monsieur Guillaume
POULIQUEN

Monsieur le Directeur,

Par courrier du 22 juin 2018, vous avez sollicité la contribution de mon service au « porter à connaissance » réalisé dans le cadre de l'élaboration du plan locale d'urbanisme intercommunal (PLUi) de Saint-Brieuc Armor Agglomération.

INTRODUCTION

Les choix de planification et d'aménagement du territoire influencent la santé, la qualité de vie et le bien-être des populations. En effet, l'état de santé d'une population ne dépend pas seulement de la qualité du système de soins qui lui est proposé, mais d'abord et avant tout de ses conditions de vie.

Agir pour un urbanisme favorable à la santé repose bien évidemment sur la protection des milieux et des ressources ainsi que sur la réduction des polluants, nuisances et autres agents délétères auxquels les populations sont exposées. Toutefois les démarches et réflexions engagées dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme ne sauraient se limiter à la seule prise en compte des déterminants de santé associés aux thématiques précitées.

Ainsi, les aspects visant à promouvoir des comportements de vie sains, la cohésion sociale et l'équité, l'accessibilité aux équipements, services publics et activités économiques et à contribuer à l'amélioration du cadre de vie par le biais de l'habitat, de l'aménagement urbain, de la sécurité et de la tranquillité devraient également trouver leur traduction à travers les dispositions retenues dans ces documents d'urbanisme. Si ces derniers n'ont pas vocation à répondre seuls et de manière complète à l'ensemble des enjeux locaux qui impactent la santé, ils constituent cependant des leviers intéressants de promotion de la santé.

Agir pour un urbanisme favorable à la santé nécessite donc d'aborder les projets par une approche globale des enjeux du territoire prenant en compte l'ensemble des déterminants de la santé résumés en annexe 1.

A – Environnement et cadre de vie favorables à la santé

A – 1 – Santé et bien-être

Les bénéfices pour la santé de la pratique régulière d'une activité physique sont avérés, quels que soient l'âge et le sexe. Elle a un rôle protecteur certain sur de nombreuses maladies chroniques. L'INSERM (Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale), et la HAS (Haute Autorité de Santé) estiment que les activités physiques et sportives font partie des règles hygiéno-diététiques validées comme thérapies non médicamenteuses utiles.

En effet, la sédentarité (manque d'activité physique) est considérée comme le quatrième facteur de risque de décès dans le monde (6%) ; on estime par ailleurs qu'elle est la cause principale de 21 à 25% des cancers du sein ou du colon, de 27% des cas de diabète et d'environ 30% des cas de cardiopathie ischémique (OMS).

En France, la recommandation en termes de santé est de pratiquer l'équivalent d'au moins 30 minutes de marche rapide par jour pour les adultes et l'équivalent d'au moins 60 minutes par jour pour les enfants et adolescents (recommandations INSERM).

Il est à noter que l'activité physique peut s'effectuer dans différents contextes (*travail, transports, activités domestiques, loisirs*). A ce titre, les documents d'urbanisme peuvent être des leviers très intéressants pour améliorer l'état de santé de la population, en affichant des orientations fortes visant à favoriser les **mobilités actives** (itinéraires vélo, marche à pied, signalétique piétonne, trottoirs et mobiliers urbains adaptés aux personnes âgées, etc.). Par ailleurs, ces déplacements dits « actifs » ne génèrent pas de pollution de l'air, ni de bruit.

Il est possible de se référer à « Mobilités actives au quotidien, le rôle des collectivités, 2013 » du réseau des Villes-Santé OMS <http://www.villes-sante.com/guides-du-reseau/>.

A – 2 – Inclusion dans la cité et logement pour tous

La lutte contre l'habitat insalubre, l'accueil des gens du voyage, la promotion de la mixité sociale et intergénérationnelle sont des éléments qui peuvent/doivent trouver place dans les discussions et dispositions retenues même si ce document d'urbanisme n'est pas un outil dédié à la politique du logement (sauf PLUi tenant lieu de PLH).

Plus globalement, il appartient aujourd'hui et en premier lieu aux décideurs locaux et aux institutions de faire la promotion d'une société inclusive. Une société dite « inclusive » s'adapte aux différences des personnes et va au-devant de leurs besoins afin d'apporter une diversité de solutions et de leur donner toutes leurs chances de réussite et de bien-être. Ces solutions doivent se développer au sein de la cité (services publics, loisirs, culture, sport, etc.), au sein du milieu éducatif et professionnel ordinaire et au sein des établissements et services de santé et médico-sociaux.

Pour exemple, l'urbanisme peut prendre sa place dans une stratégie de prévention et de promotion de la santé auprès des personnes âgées, en favorisant un logement adapté, la pratique d'une activité physique, la présence de commerces, de transports en communs et d'espaces verts accessibles, etc.

A – 3 – Espaces extérieurs et paysages favorables à la santé

L'influence des espaces verts sur la santé est de plus en plus étayée sur le plan scientifique, notamment en termes de santé mentale, ou d'encouragement de l'activité physique. Par exemple, des associations sont retrouvées entre espaces verts propices à la marche et taux de mortalité plus faible ou réduction du surpoids et de l'obésité.

Les orientations de ce document d'urbanisme devront donc prévoir la présence d'espaces verts en quantité, mais aussi en qualité (fonctionnelle et esthétique) suffisantes.

B – Milieux et ressources

B – 1 – Qualité de l'air extérieur

Références juridiques : Code de l'environnement (article L. 220-1), Code de l'urbanisme (article L. 101-2), Règlement sanitaire départemental (titre VIII), schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE Bretagne) arrêté par le préfet de région le 4 novembre 2013.

Pollution de l'air extérieur

Saint-Brieuc Armor Agglomération est la 4^{ème} agglomération bretonne atteignant plus de 150 000 habitants, répartis sur 32 communes. La densité de population, plus élevée au niveau de la ville de Saint-Brieuc, a justifié l'implantation d'une station de mesure de la qualité de l'air (station Balzac). Les résultats des mesures sont disponibles sur le site internet d'AIRBREIZH.

S'il est bien évidemment nécessaire de limiter les épisodes de pollution qui peuvent avoir des effets sanitaires immédiats sur certaines personnes sensibles ou non, il est surtout important de réduire la pollution chronique. Ainsi plusieurs études démontrent qu'une exposition de longue durée à cette dernière a des effets sanitaires plus néfastes sur le long terme que les épisodes de pollution.

8 communes de SBAA sont classées en zone sensible pour la qualité de l'air : Hillion, Languieux, Plérin, Pordic, Saint-Brieuc, Trégueux, Trémuson et Yffiniac.

Dans le but de préserver la qualité de l'air, le document d'urbanisme doit afficher des orientations fortes et promouvoir certaines dispositions visant à :

- favoriser les déplacements doux, les modes actifs, le transport en commun, le covoiturage et le développement de ses aires dédiées, etc. pour limiter les rejets polluants liés à la circulation des engins à moteur thermique,
- promouvoir les moyens de chauffage les moins polluants et les bâtiments économes en énergie (habitat et tertiaire),
- éviter la construction de nouvelles habitations ou établissements accueillant des populations sensibles dans certaines zones soumises à l'influence d'un fort trafic routier ou tout au moins prévoir des dispositions constructives et d'orientation des bâtiments prenant en compte cet aspect.
- privilégier le recours à des plantations qui produisent peu ou pas de pollens ou graines allergisants (à préciser dans le volet visant les aménagements paysagers par exemple). Les essences végétales considérées comme possédant un pouvoir allergisant fort sont, notamment : le bouleau, le noisetier, le cyprès, le platane, le chêne, etc.

Il est possible de se référer à ce sujet au site du réseau national de surveillance aérologique (RNSA) <http://www.pollens.fr/accueil.php> et notamment au guide d'information « Végétation en ville » publié sur le site.

Il convient de rappeler que le brûlage à l'air libre des déchets de quelque nature que ce soit (ménagers, végétaux, commerciaux, de chantiers, etc.) est particulièrement émetteur de polluants nocifs pour la santé en libérant notamment dans l'atmosphère des composés cancérigènes. C'est pourquoi cette pratique demeure interdite.

Concernant l'utilisation des produits phytopharmaceutiques, des distances minimales sont définies par l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2017 entre l'épandage et les zones/les établissements fréquentés par des personnes vulnérables. Les distances minimales sont variables en fonction des types de cultures, des moyens d'épandage utilisés et de la présence éventuelle d'une haie de séparation répondant à des caractéristiques particulières.

Quand la distance prévue dans les conditions d'emploi définies par l'autorisation de mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques appliqués est plus importante que les distances mentionnées par l'arrêté, cette distance s'applique. L'arrêté s'applique pour les zones et établissements existants et les constructions nouvelles.

Nuisances olfactives

Afin d'éviter ou de limiter les nuisances olfactives, il convient de mettre en avant et de traduire dans les documents les distances réglementaires qui peuvent exister entre l'implantation d'habitations et certaines activités par exemple d'élevage (et réciproquement) et plus globalement éviter la cohabitation habitats/activités ou équipement générant des rejets atmosphériques et odeurs.

Ainsi l'article 6 de l'arrêté du 21 juillet 2015 fixe une distance minimale de 100 mètres entre les stations de traitement des eaux usées et les habitations et bâtiments recevant du public.

B – 2 – Gestion et qualité des eaux

Alimentation en eau potable

Références juridiques : Code de la santé publique (articles L. 1321-1 et suivants), Code de l'urbanisme (article R. 151-53), Règlement sanitaire départemental (titre I).

Pour mémoire, « toute personne qui offre au public de l'eau en vue de l'alimentation humaine est tenue de s'assurer que cette eau est propre à la consommation » (article L. 1321-2 du Code de la santé publique).

Tous les captages d'eau publics utilisés actuellement pour l'alimentation en eau potable des populations et situés sur les communes du territoire sont dotés de périmètres de protection. Ces périmètres et les arrêtés les instaurant devront être annexés aux documents d'urbanisme.

• Eaux souterraines :

Maître d'ouvrage	Commune	Installation Nom	Etat	Etat procéc	Périmètr	Date D.U.
MAIRIE DE PLOEUC L'HERMITAGE	HERMITAGE-LORGE (L')	LA FOYOULE (PUITS 1)	ACT	TE	O	24/12/2009
MAIRIE DE PLOEUC L'HERMITAGE	HERMITAGE-LORGE (L')	LA FOYOULE (PUITS 2)	ACT	TE	O	24/12/2009
MAIRIE DE PLOEUC L'HERMITAGE	HERMITAGE-LORGE (L')	LA FOYOULE (PUITS 3)	ACT	TE	O	24/12/2009
MAIRIE DE SAINT CARREUC	SAINT-CARREUC	DU SAINT BRIEUC	ACT	TE	O	23/01/1997
SYNDICAT DES EAUX DU GUERCY	HARMOYE (LA)	CARADEUC FORAGE (F)	ACT	TE	O	26/12/1991
SYNDICAT DES EAUX DU GUERCY	HARMOYE (LA)	CARADEUC PUIITS N°1	ACT	TE	O	26/12/1991
SYNDICAT DES EAUX DU GUERCY	HARMOYE (LA)	CARADEUC PUIITS N°2	ACT	TE	O	26/12/1991
SYNDICAT DES EAUX DU GUERCY	HARMOYE (LA)	LA LANDE ALLINTO PUIITS N°1	ACT	TE	O	26/12/1991
SYNDICAT DES EAUX DU GUERCY	HARMOYE (LA)	LA LANDE ALLINTO PUIITS N°2	ACT	TE	O	26/12/1991
SYNDICAT DES EAUX DU GUERCY	HARMOYE (LA)	LA LANDE ALLINTO PUIITS N°3	ACT	TE	O	26/12/1991
SYNDICAT DES EAUX DU GUERCY	HARMOYE (LA)	LA LANDE ALLINTO PUIITS N°4	ACT	TE	O	26/12/1991
SYNDICAT DES EAUX DU GUERCY	HARMOYE (LA)	LA LANDE ALLINTO PUIITS N°5	ACT	TE	O	26/12/1991
SYNDICAT DES EAUX DU GUERCY	HARMOYE (LA)	LA LANDE ALLINTO PUIITS N°6	ACT	TE	O	26/12/1991
SYNDICAT DES EAUX DU GUERCY	HARMOYE (LA)	LA LANDE ALLINTO PUIITS N°7	ACT	TE	O	26/12/1991
MAIRIE DE PLOEUC L'HERMITAGE	PLOEUC-SUR-LIE	CARIBET (FORAGE N° 1)	ACT	TE	O	18/10/2004
MAIRIE DE PLOEUC L'HERMITAGE	PLOEUC-SUR-LIE	CARIBET (FORAGE N° 2)	ACT	TE	O	18/10/2004
MAIRIE DE PLOEUC L'HERMITAGE	PLOEUC-SUR-LIE	CARIBET (FORAGE N° 3)	ACT	TE	O	18/10/2004
MAIRIE DE PLOEUC L'HERMITAGE	PLOEUC-SUR-LIE	CARIBET (FORAGE N° 4)	ACT	TE	O	18/10/2004
SAINT BRIEUC ARMOR AGGLOMERATION	PLOURHAN	BEAUGOUYEN (FORAGE FE 2)	ACT	TE	O	17/05/1991
SAINT BRIEUC ARMOR AGGLOMERATION	PLOURHAN	BEAUGOUYEN (FORAGE FE 6)	ACT	TE	O	17/05/1991
SAINT BRIEUC ARMOR AGGLOMERATION	PLOURHAN	FORAGE BEAUGOUYEN 2003	ACT	TE	O	31/05/2005
SAINT BRIEUC ARMOR AGGLOMERATION	PLOURHAN	VILLE HELIO	ACT	TE	O	06/12/2010
SYNDICAT DES EAUX DU GUERCY	SAINT-BIHY	SAINT TETO	ACT	TE	O	26/12/1991

• Eaux superficielles :

Maître d'ouvrage	Commune	Installation Nom	Usage	Etat	Etat procéc	Périmètr	Nature de l'	Date D.U.
SAINT BRIEUC ARMOR AGGLOMERATION	TREGUEUX	L'URNE A MAGENTA	AEP	ACT	TE	O	ESU	19/11/1998
SAINT BRIEUC ARMOR AGGLOMERATION	MEAUON (LA)	LE GOUET - BARRAGE	AEP	ACT	TE	O	ESU	23/12/1994
SYNDICAT DES EAUX DU GOUET	SAINT-BRANDAN	LE GOUET - LE GRAND GUE	AEP	ACT	TE	O	ESU	23/12/1994

- Liste des entreprises agro-alimentaires autorisées par arrêté préfectoral à employer leur propre ressource en eau (forage) en contact avec des denrées alimentaires :

Maître d'ouvrage	Commune	Installation Nom	Etat	Etat procédure	Nature de l'eau
STÉ YFFINIAC INDUSTRIE (LAITA)	LANGUEUX	YFFINIAC INDUSTRIE : FORAGE F1	ACT	TP	ESO
STÉ YFFINIAC INDUSTRIE (LAITA)	LANGUEUX	YFFINIAC INDUSTRIE : FORAGE F2	ACT	TP	ESO
SOCIETE EPI BRETAGNE	PLAINTEL	EPI PLAINTEL: FORAGE 101 M	ACT	TP	ESO
SOCIETE EPI BRETAGNE	PLAINTEL	EPI PLAINTEL: FORAGE 106 M	ACT	TP	ESO
SOCIETE STALAVEN	YFFINIAC	STALAVEN YFFINIAC: FORAGE	ACT	TP	ESO
STÉ YFFINIAC INDUSTRIE (LAITA)	YFFINIAC	YFFINIAC INDUSTRIE : FORAGE F3	ACT	TP	ESO
SOCIETE LDC BRETAGNE LANFAINS	LANFAINS	LDC: EAU BRUTE FORAGE F1	ACT		ESO
SOCIETE LDC BRETAGNE LANFAINS	LANFAINS	LDC: EAU FORAGE F2 (EN SECOURS	ACT		ESO
SOCIETE LDC BRETAGNE LANFAINS	LANFAINS	LDC: EAU FORAGE F3 (EN SECOURS	ACT		ESO
SOCIETE SOCAVOL A SAINT BRANDAN	SAINT-BRANDAN	SOCAVOL: EAU DU FORAGE NORD	ACT	TP	ESO
SOCIETE SOCAVOL A SAINT BRANDAN	SAINT-BRANDAN	SOCAVOL: FORAGE SUR AIRE CAMION	ACT	TP	ESO

Les communes du territoire situées sous l'emprise d'un ou plusieurs périmètres de protection de captages d'eau destinée à la consommation humaine sont listées dans le tableau suivant :

Commune	Captage	Commune du captage
LA HARMOYE	CARADEUC	LA HARMOYE
	LA LANDE ALLINTO	LA HARMOYE
LA MEAUGON	LE GOUET - ST BARTHELEMY	LA MEAUGON
LANFAINS	LE GOUET - LE GRAND GUE	SAINT BRANDAN
LE FOEIL	LE GOUET - LE GRAND GUE	SAINT BRANDAN
LE VIEUX BOURG	LE GOUET - LE GRAND GUE	SAINT BRANDAN
PLAINE HAUTE	LE GOUET - ST BARTHELEMY	LA MEAUGON
PLAINTEL	L'URNE A MAGENTA	TREGUEUX
PLEDRAN	L'URNE A MAGENTA	TREGUEUX
PLOEUC L'HERMITAGE	KERNO	ALLINEUC
	LA FOYOULE	L'HERMITAGE L'ORGE
	BERLOUZE	UZEL
	CARIBET	PLOEUC SUR LIE
PLOUFRAGAN	LE GOUET - ST BARTHELEMY	LA MEAUGON
PLOURHAN	LA VILLE HELIO	PLOURHAN
	BEAUGOYEN	PLOURHAN
SAINT BIHY	LE GOUET - LE GRAND GUE	SAINT BRANDAN
	LA LANDE ALLINTO	LA HARMOYE
	SAINT TETO	SAINT BIHY
SAINT BRANDAN	LE GOUET - LE GRAND GUE	SAINT BRANDAN
SAINT CARREUC	DU SAINT BRIEUC - LA SENSIE	SAINT CARREUC
SAINT DONAN	LE GOUET - ST BARTHELEMY	LA MEAUGON
SAINT JULIEN	LE GOUET - ST BARTHELEMY	LA MEAUGON
TREGUEUX	L'URNE A MAGENTA	TREGUEUX

L'organisation de la distribution de l'eau destinée à la consommation humaine sur le territoire est ainsi résumée :

UNITES DE GESTION (UGE)	EXPLOITANT	MODE D'EXPLOITATION	COMMUNE(S) DE L'UGE
ADD COM DE PLAINTTEL	SUEZ	AFFERMAGE	PLAINTEL
SYNDICAT DES EAUX DU GUERCY	SAUR	AFFERMAGE	LE BODEO
			LA HARMOYE
			SAINT BIHY
			LE VIEUX BOURG
SBAA - EX SDC DE PLOURHAN-LANTIC	SUEZ	AFFERMAGE	LANTIC
			PLOURHAN
SYNDICAT DES EAUX DU GOUET	SUEZ	AFFERMAGE	LE FOEIL
			LANFAINS
			LE LESLAY
			PLAINE HAUTE
			QUINTIN
			SAINT GILDAS

SAINT BRIEUC AGGLO REGIE	SBAA	REGIE	PLERIN (hors zone sud)
			PLOUFRAGAN
			PORDIC
			SAINT BRANDAN
			SAINT BRIEUC
CC LC - EX SDC DES EAUX DE BOEGAN	SBAA	REGIE	SAINT JULIEN
			LA MEAUGON
			PLERIN (Sud)
			SAINT DONAN
			TREMUSON
SBAA - EX SIVOM DE LA BAIE	VEOLIA	AFFERMAGE	HILLION
			LANGUEUX
			PLEDRAN
			TREGUEUX
			YFFINIAC
SBAA - EX SDC DES EAUX DE L'IC	VEOLIA	AFFERMAGE	BINIC - ETABLES SUR MER
SBAA - EX ADD COM DE TREVENEUC	VEOLIA	AFFERMAGE	SAINT QUAY PONTRIEUX
ADD COM DE SAINT CARREUC		REGIE	TREVENEUC
ADD COM DE PLOEUC L'HERMITAGE		REGIE	SAINT CARREUC
			PLOEUC L'HERMITAGE

Le contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine réalisé sur l'année 2017 n'a mis en évidence que peu de résultats non conformes aux limites impératives de qualité pour les paramètres recherchés. Ces résultats figurent au tableau ci-dessous :

Unité de gestion	Type d'installation et	Date	Lieu du Prélèvement	Paramètre	Valeur mesurée	RQ min.	RQ max.	LQ max.
SYNDICAT DES EAUX DU GUERCY	TTP LA LANDE ALLINTO	27/04/2017	LA HARMOYE (AU DEPART DE LA DISTRIBUTION)	bre calcocarbonique 0/1	4 qualit.	1	2	
SYNDICAT DES EAUX DU GOUET	CAP LE GOUET - LE GRAND GUE	25/09/2017	SAINT BRANDAN (AVANT TRAITEMENT-DISTRIBUTION)	ration après filtration si	64 mg/L Pt		50	
		24/10/2017	SAINT BRANDAN (AVANT TRAITEMENT-DISTRIBUTION)	ration après filtration si	65 mg/L Pt		50	
		27/11/2017	SAINT BRANDAN (AVANT TRAITEMENT-DISTRIBUTION)	ration après filtration si	68 mg/L Pt		50	
		13/12/2017	SAINT BRANDAN (AVANT TRAITEMENT-DISTRIBUTION)	Carbone organique total	12 mg/L C			10
		13/12/2017	SAINT BRANDAN (AVANT TRAITEMENT-DISTRIBUTION)	ration après filtration si	95 mg/L Pt		50	
SBAA - SAINT BRIEUC AGGLO. REGIE	TTP CARESTEMBLE (LE GOUET)	21/08/2017	SAINT BRANDAN (AU DEPART DE LA DISTRIBUTION)	bre calcocarbonique 0/1	4 qualit.	1	2	
		25/08/2017	SAINT BRANDAN (AU DEPART DE LA DISTRIBUTION)	bre calcocarbonique 0/1	4 qualit.	1	2	
	CAP LE GOUET - BARRAGE	22/07/2017	LA MEAUGON (AVANT TRAITEMENT-DISTRIBUTION)	ration après filtration si	56 mg/L Pt		50	
		17/07/2017	LA MEAUGON (AVANT TRAITEMENT-DISTRIBUTION)	ration après filtration si	55 mg/L Pt		50	
		27/07/2017	LA MEAUGON (AVANT TRAITEMENT-DISTRIBUTION)	ration après filtration si	52 mg/L Pt		50	
		19/08/2017	PLOUFRAGAN (AU DEPART DE LA DISTRIBUTION)	éries coliformes /100ml	1 n/100ml		0	
		08/11/2017	PLOUFRAGAN (AU DEPART DE LA DISTRIBUTION)	bre calcocarbonique 0/1	0 qualit.	1	2	
	TTP SAINT BARTHELEMY (BARRAGE DU GOUET)	22/11/2017	PLOUFRAGAN (AU DEPART DE LA DISTRIBUTION)	éries coliformes /100ml	1 n/100ml		0	
		20/12/2017	PLOUFRAGAN (AU DEPART DE LA DISTRIBUTION)	Carbone organique total	2,2 mg/L C		2	
		01/02/2017	PLOUFRAGAN (VILLAGE DE ST HERVE)	éries coliformes /100ml	2 n/100ml		0	
SBAA - EX SIVOM DE LA BAIE	CAP L'URNE A MAGENTA	18/05/2017	TREGUEUX (AVANT TRAITEMENT DISTRIBUTION)	Carbone organique total	13 mg/L C			10
		18/05/2017	TREGUEUX (AVANT TRAITEMENT DISTRIBUTION)	ration après filtration si	94 mg/L Pt		50	
	TTP MAGENTA (EAU DE L'URNE)	23/11/2017	TREGUEUX (AVANT TRAITEMENT DISTRIBUTION)	ration après filtration si	53 mg/L Pt		50	
	UDI TREGUEUX-LANGUEUX-YFFINIAC	08/02/2017	TREGUEUX (MISE EN CIST. RESERVOIRS TREGUEUX)	bre calcocarbonique 0/1	3 qualit.	1	2	
ADD. COM. DE SAINT CARREUC	TTP LA SENSIE	17/07/2017	LANGUEUX (LES GREVES DE LANGUEUX)	éries coliformes /100ml	1 n/100ml		0	
ADD. COM. DE PLOEUC L'HERMITAGE	TTP CARIBET	01/06/2017	SAINT CARREUC (A LA MISE EN DISTRIBUTION)	bre calcocarbonique 0/1	4 qualit.	1	2	
	TTP LA FOYOLE	28/02/2017	PLOEUC SUR LIE (A LA MISE EN DISTRIBUTION)	bre calcocarbonique 0/1	4 qualit.	1	2	
	UDI PLOEUC PAR RESERVOIR PLESSIS	30/10/2017	L'HERMITAGE LONGE (LA FOYOLE MISE EN DISTRIBUTION)	bre calcocarbonique 0/1	4 qualit.	1	2	
		29/11/2017	PLOEUC SUR LIE (VILLAGE DE DUANCRE)	éries coliformes /100ml	6 n/100ml		0	
		29/11/2017	PLOEUC SUR LIE (VILLAGE DE DUANCRE)	richie coli /100ml	1 n/100ml		0	

Les dépassements des valeurs guides sont plus nombreux et concernent principalement les paramètres « Équilibre calcocarbonique » et « coloration », et « carbone organique total » pour les eaux traitées superficielles.

Les documents d'urbanisme devront ainsi décrire l'organisation de la gestion de l'alimentation sur le périmètre concerné, les caractéristiques détaillées du patrimoine et de son fonctionnement ainsi que les évolutions prévisibles (structures qui exercent la compétence eau potable et leur mode de gestion, plans du réseau, réservoirs avec leurs principales caractéristiques, interconnexions de secours, etc.).

Conformément à l'article R. 151-53 du Code l'urbanisme, les plans des réseaux d'alimentation en eau destinée à la consommation humaine devront être annexés. Ils pourront utilement intégrer la problématique liée au chlorure de vinyle monomère (CVM), tenant compte des risques identifiés.

Les documents d'urbanisme doivent enfin être rendus compatibles avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définies par le schéma directeur d'aménagement et de gestion de l'eau (SDAGE) de l'Agence du bassin Loire-Bretagne.

Rappel :

À l'exception de l'eau d'adduction publique (et des eaux embouteillées), toutes les eaux d'autres origines, telles que celles provenant de puits sont considérées *a priori* comme non potables; elles ne peuvent donc être utilisées que pour des usages non sanitaires (arrosage, lavage de véhicules, etc.), non en rapport avec l'alimentation et les usages sanitaires (douche, lavage du linge, etc.). La création de puits ou forages, destinés à l'alimentation en eau potable est soumis à déclaration ou autorisation de l'autorité sanitaire selon les circonstances.

Toute interconnexion entre une ressource privée (*quels que soient ses usages ou sa qualité*) et le réseau public d'adduction d'eau potable est interdite (*art. 6 du Règlement sanitaire départemental*). Les réseaux doivent être physiquement disjoints par la mise en place d'un dispositif de disconnexion : disconnecteur agréé ou disconnexion physique. Il convient de rappeler qu'un clapet anti-retour ne constitue pas une protection suffisante. Tout contrevenant verrait sa responsabilité engagée en cas de perturbation du réseau public liée à des phénomènes de retour d'eau.

Gestion des eaux pluviales

Références juridiques : arrêté du 21 août 2008 relatif à la récupération des eaux de pluie et à leur usage à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

Risques sanitaires liés à la réutilisation des eaux de pluie

L'eau de pluie est une eau non potable (contamination microbiologique lors du ruissellement sur le toit et dans la cuve de stockage, contamination chimique par les pesticides, les métaux, etc.). Elle ne respecte pas les limites de qualité fixées par le Code de la santé publique pour les eaux destinées à la consommation humaine, aussi en l'état leur usage à des fins sanitaires est à prohiber.

La récupération et la réutilisation d'eau de pluie, pratiques qui ont tendance à se généraliser, ne peuvent-être envisagées que pour des besoins extérieurs (arrosage, lavage des véhicules, etc.), le lavage des sols et l'évacuation des excréta. Cette pratique ne vise que les eaux de pluie collectées à l'aval de toitures inaccessibles, à l'exclusion des eaux collectées sur d'autres surfaces.

Il convient de noter que le stockage de l'eau de pluie sans précaution particulière, peut également favoriser le développement parasitaire et de moustiques nuisants.

Leur utilisation reste interdite à l'intérieur des structures sensibles que sont les établissements de santé, les établissements sociaux et médico-sociaux d'hébergement de personnes âgées, les cabinets médicaux et dentaires, les

laboratoires d'analyses de biologie médicale, les centres de transfusion sanguine, les crèches et écoles maternelles et élémentaires.

Zonage d'assainissement des eaux pluviales

Les schémas de gestion des eaux pluviales élaborés dans le cadre de la réflexion de planification doit fournir tous les éléments utiles permettant d'apprécier l'impact de ces rejets sur le milieu naturel surtout dans les secteurs dits sensibles (usages sanitaires en aval, usages littoraux : baignades, activités nautiques, pêches à pied, conchyliculture, etc.). L'impact chimique et bactériologique sur les eaux littorales et leurs usages sanitaires doivent notamment être pris en compte dans le cadre des études et des aménagements du territoire.

Protection des eaux de loisirs

Références juridiques : Directive 2006/7/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 février 2006 concernant la gestion de la qualité des eaux de baignade, Code de la santé publique (articles L. 1332-1 et suivants ; articles D.1332.16 et suivants), Décret du 25 janvier 1945, Règlement sanitaire départemental (article 153.2).

Protection des eaux et des zones de baignade

Les dispositions prévues en matière d'urbanisme ne devront pas porter atteinte à la qualité des eaux de baignade. À cet égard, il convient de rappeler certaines dispositions du Code de la santé publique sur cet aspect :

- l'article D. 1332-16 prévoit désormais que les communes engagent chaque année une procédure de recensement des zones de baignades définies selon l'article L. 1332-2,
- les articles D. 1332-20, D. 1332-21 et 1332-22 indiquent les modalités d'élaboration et d'actualisation du profil de baignade et du document de synthèse que chaque personne responsable d'une eau de baignade doit établir et mettre à jour en application de l'article L. 1332-3. Le profil et le document de synthèse étaient à transmettre au préfet de département avant le 1^{er} décembre 2010.

Les lieux de baignades, déclarés par les communes concernées par la communauté de communes, disposent tous d'un profil de vulnérabilité des eaux de baignade (profil de plage) validé par l'ARS Bretagne ou en cours de validation. Les actualisations de ces profils ont en outre été réalisées ou sont en cours de réalisation.

La qualité des eaux des 21 plages déclarées est surveillée par les services de l'Agence régionale de santé Bretagne.

Les données relatives à ce suivi sanitaire des eaux de baignade sont disponibles sur internet : baignades.santé.gouv.fr. Voici pour information les derniers classements :

Commune	Point de prélèvement	Type d'eau	Qualité			
			2014	2015	2016	2017
Hillion	Lermot	Mer	Bonne	Bonne	Bonne	Excellente
Saint-Brieuc	Le Valais	Mer	Insuffisante	Suffisante	Suffisante	Bonne
Plérin	Anse aux moines	Mer	Bonne	Excellente	Excellente	Bonne
	Les Rosaires	Mer	Bonne	Bonne	Bonne	Excellente
	Les Rosaires Est	Mer	Bonne	Bonne	Bonne	Bonne
	Martin	Mer	Bonne	Excellente	Excellente	Excellente
	Saint-Laurent : Les Nouelles	Mer	Insuffisante	Insuffisante	Suffisante	Bonne
	Tournemine	Mer	Excellente	Excellente	Excellente	Bonne
Pordic	Le Petit Havre	Mer	Excellente	Excellente	Excellente	Excellente
Binic	Avant-Port	Mer	Excellente	Excellente	Excellente	Excellente
	Banche	Mer	Insuffisante	Suffisante	Suffisante	Suffisante
	Corps de garde	Mer	Excellente	Excellente	Excellente	Excellente
	Piscine du quai	Mer	Suffisante	Suffisante	Suffisante	Bonne
Étables-sur-Mer	Le moulin	Mer	Bonne	Bonne	Bonne	Bonne
	Les godelins	Mer	Excellente	Excellente	Excellente	Excellente
Saint-Quay-Portrieux	La comtesse	Mer	Bonne	Excellente	Excellente	Excellente
	La piscine	Mer	Excellente	Excellente	Excellente	Excellente
	Le casino	Mer	Excellente	Excellente	Excellente	Excellente
	Les Chatelets	Mer	Excellente	Excellente	Excellente	Excellente
Tréveneuc	Port Goret	Mer	Bonne	Bonne	Bonne	Bonne
	Saint-Marc	Mer	Insuffisante	Suffisante	Suffisante	Bonne

Lors de la saison 2017 :

- 11 ont été classées en qualité excellente
- 9 ont été classées en qualité bonne
- 1 plage a été classée en qualité suffisante

En résumé toutes les baignades suivies sont conformes à la Directive 2006/7/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 février 2006 concernant la gestion de la qualité des eaux de baignade.

Sur cette période, des contaminations importantes (dépassement des seuils sanitaires) ont néanmoins été constatées, ce qui a conduit les collectivités à mettre en œuvre le plan d'actions décrit dans le profil de baignade.

Protection des établissements conchylicoles et des gisements naturels de coquillages

Le territoire de Saint-Brieuc Armor Agglomération est concerné par le périmètre de protection des établissements conchylicoles et des gisements naturels coquilliers classés par arrêté préfectoral du 16 novembre 2017 et son arrêté préfectoral modificatif du 23 juillet 2018.

Zones de pêche à pied récréative

Il est à signaler la présence de plusieurs zones de pêche à pied récréative sur l'ensemble du littoral du territoire concerné.

S'agissant de cette pêche à pied, 5 sites sont suivis par l'ARS Bretagne (incluant le site du Palus à Plouha qui empiète sur le territoire de Tréveneuc) en complément des sites déjà suivis dans le cadre du réseau REMI de l'Ifremer.

Le site du Valais à Saint-Brieuc qui fait l'objet d'un suivi sanitaire est interdit à la pêche à pied récréative par arrêté préfectoral du 22 septembre 2016. Le site des Nouelles, non suivi par l'ARS Bretagne, à Plérin est également interdit. Il est en outre à noter qu'au niveau des sites suivis, des zones d'exutoire de ruisseaux telles que le port du Léguer sont interdites à la pêche à pied récréative par l'arrêté préfectoral susvisé. Trois autres sont déconseillés compte tenu des contaminations bactériologiques ponctuelles constatées. Dans un premier temps, et dans l'attente d'actions portant sur la reconquête de la qualité, des efforts restent à faire par les collectivités afin d'assurer une meilleure information du public vis-à-vis des risques sanitaires pouvant être encourus lors de la consommation de ces coquillages (amélioration de l'affichage des résultats et des arrêtés municipaux aux accès des sites par exemple).

Vous retrouverez ces informations sur le site internet pecheapied-responsable.fr. En effet, afin de prévenir le risque sanitaire lié à la consommation de coquillages, l'ARS Bretagne et l'Ifremer ont mis en place un site internet mettant à disposition du public une information complète et actualisée à l'échelle de la Bretagne.

Les gisements exploités professionnellement sont classés au titre « des zones de production professionnelle de coquillages » définies par l'article R. 231-37 du Code rural et le Règlement européen 854/2004 modifié par le Règlement 1666/2006. Pour les communes dont la totalité ou une partie du littoral se situe dans une zone exploitée par des professionnels, en Côtes-d'Armor, la pratique de la pêche à pied est réglementée par l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2017 et son arrêté préfectoral modificatif du 23 juillet 2018. La pêche à pied de loisir est autorisée dans les zones de bonne qualité, sans restriction, et tolérée dans les zones de qualité moyenne à médiocre sous réserve d'une information du consommateur. Elle est interdite dans les zones de mauvaise qualité. L'arrêté préfectoral du 22 septembre 2016 liste tous les portions d'estran interdites à la pêche à pied récréative.

Assainissement des eaux usées

Références juridiques : Code général des collectivités territoriales (article L. 2224-10), Code de la santé publique (articles L. 1331-1 et suivants), arrêté interministériel du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012, arrêté du 21 juillet 2015.

Zonage d'assainissement

L'étude de zonage d'assainissement est un élément indispensable à toute réflexion sur le développement de l'urbanisation (ce zonage devra le cas échéant être mis à jour). Aucune ouverture à la construction de nouveaux secteurs ne pourra être autorisée sans cette étude, dont les éléments nécessaires à une bonne compréhension du dossier devront figurer dans le document d'urbanisme.

Assainissement collectif

Il convient de souligner que les réflexions menées par les collectivités dans le cadre d'une planification du développement de l'urbanisation ne doivent pas omettre la nécessité de collecter, traiter et rejeter les flux polluants additionnels dans des conditions compatibles avec les textes en vigueur et en tenant compte expressément de la sensibilité du milieu récepteur.

Toute extension envisagée des zones urbanisables doit pouvoir s'appuyer sur un programme général d'assainissement cohérent et compatible avec le calendrier des opérations d'urbanisme envisagées y compris avec celui des éventuelles communes dont les eaux usées sont également traitées sur cette station d'épuration.

Assainissement non collectif

Concernant les zones non desservies par le réseau public d'assainissement, il convient de vérifier, dans tout nouveau secteur proposé à l'urbanisation en zone d'assainissement non collectif, que les sols sont aptes à recevoir des dispositifs de traitement et d'infiltration dans le sol ou, *a minima*, à assurer une dispersion efficace des effluents traités sans rejet au milieu hydraulique superficiel. Si les caractéristiques des sols ne permettent pas le bon fonctionnement des filières citées précédemment, le projet d'urbanisation de la zone concernée doit être reconsidéré voire abandonné.

B – 3 – Nuisances sonores

Références juridiques : Code de l'environnement (article L. 571-1 à L. 571-26, R. 571-97), Code de la santé publique (article L. 1311-1 et 2, L. 1312-1 et 2, L. 1421-4, L. 1422-1, R. 1334-30 à R.1334-37 et R.1337-6 à R.1337-10-1), Code de l'urbanisme (article R. 151-53), arrêté préfectoral du 27 février 1990 concernant le bruit, les travaux de bricolage et le jardinage (tondeuse à gazon), valeurs guides de l'OMS.

Le bruit pose un problème de santé publique et constitue depuis plusieurs années une préoccupation majeure des pouvoirs publics.

Les documents d'urbanisme constituent dans ce cadre des outils de prévention permettant de prendre en compte en amont les contraintes acoustiques liées à l'implantation de voies de circulation, d'activités industrielles, artisanales, commerciales ou d'équipements de loisirs.

Un état des lieux des nuisances sonores (routes, voiries, zones industrielles et artisanales, terrains de sports, salle des fêtes, etc.) et des zones ou établissements sensibles sur le territoire (zones d'habitat, établissements sanitaires et sociaux, établissements scolaires, etc.) devrait être réalisé à cette occasion.

Une réflexion à ce stade permet en effet d'apporter des réponses efficaces et économiques et de prévenir ainsi les impacts sur la santé (cf. le guide « PLU et

Bruit - La boîte à outils de l'aménageur » sur le site du CERTU - <http://www.certu-catalogue.fr/>).

Au titre des articles R. 151-52 et R. 151-53 du Code de l'urbanisme, les annexes graphiques du PLU doivent *a minima* comprendre :

- les prescriptions d'isolement acoustique édictées, en application des articles L. 571-9 et L. 571-10 du Code de l'environnement, dans les secteurs qui, situés au voisinage des infrastructures de transports terrestres, sont affectés par le bruit,
- la référence des arrêtés préfectoraux correspondants et l'indication des lieux où ils peuvent être consultés,
- le plan d'exposition au bruit des aérodrômes, si la commune est concernée.

Je rappelle en outre que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a élaboré des valeurs guides à ne pas dépasser dans les logements, les établissements d'enseignement ainsi que d'autres types d'établissements afin de se prémunir des risques liés au bruit.

B – 4 – Qualité des sols

Pollution des sols

Références juridiques : Code de l'environnement (articles L.125-6 et L.125-7 relatifs à l'information des tiers sur d'éventuelles pollutions des sols, leur prise en compte dans les documents d'urbanisme et l'information des acquéreurs et des locataires ; articles L.556-1 à L. 556-3), Code de l'urbanisme (article R.151-53), textes en matière de sites et sols pollués (note du 19 avril 2017 mettant à jour les circulaires du 8 février 2007), circulaire interministérielle du 8 février 2007 relative à l'implantation sur des sols pollués d'établissements accueillant des populations sensibles.

Toute pollution contenue dans le sol constitue, quelle que soit sa forme, une menace dont il convient de s'assurer qu'elle ne représentera pas un risque pour l'homme et pour l'environnement.

Dans ce cadre, le PLUi doit notamment recenser les sites et sols pollués situés sur la commune (ICPE ou non). Il doit faire état de la contamination initiale dans le sol ou le sous-sol par des polluants issus d'activités passées (métaux, hydrocarbures, radio-éléments, etc.). Les friches industrielles à réhabiliter ou les anciens sites industriels susceptibles d'être pollués ainsi que la politique de réhabilitation devront être identifiés. Pour ce faire, il est possible de s'appuyer sur les bases de données de l'inventaire national BASIAS (Base de données d'Anciens Sites Industriels et d'Activités de Service, consultable en ligne : <http://basias.brgm.fr>) et sur les informations de la base de données BASOL (Base de données sur les sites et SOLs pollués, consultable en ligne : <http://basol.environnement.gouv.fr>).

La liste des sites référencés dans les inventaires nationaux BASOL et BASIAS pourra être reprise dans le rapport de présentation. Le règlement de la (ou les) zone(s) où se localise(nt) ce(s) site(s) pourra également faire mention de l'existence de ce(s) site(s) et des restrictions d'usage qui s'y appliquent le cas échéant.

L'exhaustivité de ces inventaires n'étant cependant pas assurée, il convient également de se référer aux données documentaires et historiques de votre

commune (archives communales, cadastres, etc.), archives détenues en préfecture, service de publicité foncière, etc.

Tout changement d'usage sur ces sites devra s'accompagner de la recherche d'éventuelle pollution afin d'évaluer les conséquences potentielles sur la santé humaine.

Avant tout projet d'aménagement, il convient en effet de s'assurer de la compatibilité de l'état des milieux avec l'usage futur du site. Pour ce faire, le guide relatif aux « *Modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués* » ainsi que les textes en matière de sites et sols pollués (*note du 19 avril 2017 mettant à jour les circulaires du 8 février 2007*) constituent le mode d'emploi des démarches en cas de découverte de pollution pendant les réaménagements urbains.

En outre la *circulaire interministérielle DGS/EA1/DPPR/DGUHC n°2007-317 du 8 février 2007 relative à l'implantation sur des sols pollués d'établissements accueillant des populations sensibles* précise que la construction de ces établissements, définis comme l'ensemble des établissements accueillant des personnes de 0 à 18 ans et les aires de jeux et espaces verts attenants doit être évitée sur les sites pollués.

Ces dispositions doivent figurer dans le rapport de présentation du plan.

Les servitudes d'utilité publique liées aux sites et sols pollués doivent également être inscrites dans le document d'urbanisme.

Le site du ministère du développement durable met en ligne un document dédié aux donneurs d'ordre pour qu'ils recourent aux prestataires certifiés, afin de s'entourer de compétences reconnues (<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Certification-des-prestataires,30234.html>).

Gestion du risque lié au radon

Références juridiques : Code de la santé publique (article L. 1333-10 et articles R. 1333-13 à R. 1333-16), circulaire du n° 99-46 du 27 janvier 1999 relative à l'organisation de la gestion du risque lié au radon, arrêté du 22 juillet 2004 relatif aux modalités de gestion du risque lié au radon dans les lieux ouverts au public.

Le radon est un gaz radioactif naturel émanant du sol, présent partout à la surface de la terre et plus particulièrement dans les roches granitiques et volcaniques. Il représente un risque lorsqu'il est inhalé dans certains bâtiments où il s'accumule parfois en concentration élevée par manque de ventilation, confinement ou présence de facteurs favorisant son intrusion à partir du sol (sol ou murs fissurés, drains, passages réseaux etc.). C'est le deuxième facteur du cancer du poumon après le tabac (entre 1 200 et 2 900 décès/an en France).

Le potentiel d'exhalation en radon diffère suivant les formations géologiques. L'IRSN a établi à partir des connaissances dans ce domaine, une cartographie nationale, commune par commune, de la probabilité de présence du radon en 3 classes: **1 : faible**, **2 : faible avec facteur favorisant sa présence** et **3 : moyenne ou forte**. [Connaitre le potentiel radon de ma commune](#).

Le département des Côtes-d'Armor se situant dans une zone à risque d'exposition au radon, il convient de sensibiliser les responsables locaux et les auteurs de documents d'urbanisme aux risques sanitaires liés à la présence et l'accumulation de ce gaz dans les bâtiments ainsi que les dispositions à mettre

en œuvre pour réduire cette exposition par le biais de règles de construction à respecter.

Création de cimetière

Références juridiques : code général des collectivités territoriales (articles L.2223-1, L.2223-2 et R.2223-2 notamment)

Il convient d'attirer l'attention de la collectivité sur la réglementation applicable dans ce domaine et la nécessité de recueillir l'avis d'un hydrogéologue car il n'est pas certain que l'emplacement qui pourrait être réservé, lors de l'élaboration du document d'urbanisme, puisse être destiné à l'aménagement du cimetière projeté (création, agrandissement ou translation).

B – 5 – Déchets solides

Références juridiques : Code de l'environnement (livre V titre IV), Règlement sanitaire départemental (titre IV). Les plans départementaux de prévention et d'élimination des déchets ménagers et assimilés et de prévention et de gestion des déchets issus des chantiers du BTP constituent également des documents de référence.

D'une manière générale, le document d'urbanisme doit intégrer les éléments et recommandations figurant dans les plans départementaux précités, au travers notamment de l'annexe sanitaire relative à la gestion des déchets.

B – 6 – Rayonnement électromagnétique

Références juridiques : Loi du 15 juin 1906 sur le transport de l'électricité, décret n°2002-775 du 3 mai 2002 qui fixe les valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques, Décret n°2004-835 du 19 août 2004 relative aux servitudes par rapport aux lignes à haute tension et à leurs supports, instruction du MEDDE du 15 avril 2013, Avis ANSES du 29 mars 2010 relatif aux effets sanitaires des champs électromagnétiques d'extrêmement basse fréquence.

L'ANSES estime qu'il est justifié, par précaution, de ne plus augmenter le nombre de personnes sensibles exposées autour des lignes à très haute tension et de limiter les expositions. L'agence indique que cette recommandation peut prendre la forme d'une zone d'exclusion d'au moins 100 mètres de part et d'autre des lignes de transport d'électricité à très haute tension pour les nouvelles constructions d'établissements recevant du public (ERP) qui accueillent des personnes sensibles (femmes enceintes et enfants).

L'instruction du 15 avril 2013 relative à l'urbanisme à proximité des lignes de transport d'électricité, faisant référence au rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST) reprend cette recommandation de formalisation d'une zone de prudence où serait dissuadée la construction d'installations accueillant de jeunes enfants dans un rayon où le champ magnétique est supérieur en moyenne sur 24h à 0,4 μ T.

Considérant que les personnes sensibles (femmes enceintes, enfants, malades, etc.) ne sont pas seulement présentes dans les ERP mais également dans tous les bâtiments à usage d'habitation, il convient de bien intégrer cette recommandation dans les réflexions visant à définir les zones destinées à être habitées.

Cette recherche d'éloignement contribuera également à limiter les risques de nuisances sonores susceptibles d'être ressenties par les riverains de ces lignes.

Par ailleurs s'agissant des stations radioélectriques, le site cartoradio.fr géré par l'agence nationale des fréquences (ANFR) permet, d'une part, de connaître leur emplacement sur un territoire et, d'autre part, d'avoir accès, pour un site donné, aux résultats des mesures de champ électromagnétiques synthétisés par une fiche de mesures.

J'attire enfin votre attention sur le décret n°2002-775 du 3 mai 2002 qui fixe les valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques.

C – Accès aux services publics, aux commerces, équipements et services de santé

C – 1 – Promotion d'une accessibilité pour tous

Véritable vecteur d'autonomie et de lien social, l'accès à la mobilité et aux transports favorise la mise en place du projet de vie de la population, dont les personnes handicapées ou les personnes en perte d'autonomie. Il est ainsi primordial d'intégrer les enjeux d'accessibilité aux équipements, aux services publics et aux activités économiques.

L'accessibilité n'est pas seulement physique. La population doit disposer des conditions permettant à tout un chacun de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer, de communiquer et de bénéficier des prestations en vue desquelles un établissement ou une installation ont été conçus. Les conditions d'accès des personnes handicapées ou des personnes en perte d'autonomie doivent être les mêmes que celles des personnes valides ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente. C'est le concept d'accessibilité universelle.

C – 2 – Accès à une offre de soins de premier recours de qualité

Si les municipalités ne disposent pas de compétence propre en matière de politique de santé, les élus peuvent être partie prenante dans la constitution de maisons de santé pluridisciplinaires (MSP) et participer ainsi à l'évolution organisationnelle des professionnels de santé et l'amélioration de l'accès aux soins sur leur territoire.

Que sont une maison et un pôle de santé pluri-professionnels ?

Une maison de santé pluri-professionnelle est un regroupement physique de professionnels de santé (à minima 3 professionnels de santé libéraux : 2 médecins généralistes et 1 paramédical) autour d'un projet de santé et professionnel commun. Le projet de santé va au-delà de l'investissement immobilier et de la communauté de moyens. Il permet de favoriser la coordination des soins et la promotion d'actions d'éducation à la santé et de prévention.

Le pôle de santé pluri-professionnel est constitué de professionnels de santé qui conservent leur lieu respectif d'exercice, mais qui se dotent d'un projet de santé et d'une organisation commune.

Maisons et pôles ont un point commun : le projet de santé, condition indispensable à la réussite de la création d'une MSP.

Sur le territoire concerné :

- une MSP est déjà existante à Bréhand ;
- un projet de santé est en cours d'élaboration à Quintin ;
- MSP en cours de réflexion à Saint-Brieuc – Trégueux.

Afin de favoriser une meilleure répartition géographique des professionnels libéraux, des maisons et centres de santé, l'Agence régionale de santé Bretagne met en place un zonage par profession de santé. Ce zonage différencie trois

types de zones, permettant d'évaluer la fragilité des territoires au regard de l'offre de soins ambulatoire :

- les zones d'intervention prioritaire : territoires éligibles aux aides conventionnelles, aux aides fiscales, aux aides de l'ARS et des collectivités
- les zones d'action complémentaire : territoires éligibles aux aides de l'ARS et des collectivités
- les zones de vigilance : territoires non éligibles aux aides à l'installation).

Cf. Annexe 2 – Liste des établissements et services (2 pièces jointes).

D – Dynamiques territoriales de santé et contrat local de santé

Qu'est-ce qu'un contrat local de santé?

Le contrat local de santé (CLS) participe à la construction des dynamiques territoriales de santé. C'est un outil porté conjointement par l'agence régionale de santé et une collectivité pour mettre en œuvre des actions au plus près des populations.

Les initiatives sont souvent dédiées à la prévention et la promotion de comportements favorables à la santé. Le champ de contractualisation est ouvert à l'ensemble des domaines d'intervention de l'ARS : prévention et promotion de la santé, offre de premier recours, accompagnement médico-social.

Le CLS est un outil pour fédérer les partenaires sur des problématiques communes, mobiliser et mettre en réseau les acteurs du territoire. Le CLS doit également favoriser une démarche participative auprès des habitants.

La décision de se doter d'un CLS vient d'être votée à l'unanimité par les élus de l'EPCI en Conseil communautaire du 27 juin 2018.

Ce CLS sera élaboré à compter de l'automne 2018 à partir d'un diagnostic partagé entre acteurs opérationnels (dont les habitants) et institutionnels donnant lieu au maximum à 25 fiches actions opérationnelles émanant de ces mêmes acteurs.

Le CLS sera signé pour 5 ans par les acteurs institutionnels volontaires (Préfecture, Conseil régional, Conseil départemental, CARSAT, CPAM, MSA, ARS, EPCI, etc.) après une année d'élaboration du CLS, puis il sera décliné par les acteurs opérationnels soutenus par les acteurs institutionnels signataires.

La durée de déclinaison des actions du CLS sera de 5 ans, ce qui est la durée du plan régional de santé de l'ARS publié fin juin 2018.

En effet, le CLS est un outil de déclinaison privilégié pour l'ARS pour décliner en collaboration avec les acteurs opérationnels et institutionnels le PRS sur le territoire de l'EPCI au vu des problématiques spécifiques du territoire de l'EPCI et afin de faire converger les différentes politiques portées par les signataires du CLS au service d'une meilleure santé de la population de l'EPCI.

Les CLS comportent 4 axes : PROMOTION DE LA SANTE (actions de prévention et de promotion de la santé sur les déterminants de santé individuels et collectifs (dont santé-environnement) ; ACCES AUX SOINS DE PREMIER RECOURS ET DEVELOPPEMENT DE L'EXERCICE COORDONNE ; POPULATIONS VULNERABLES ET LEURS AIDANTS (accès aux accompagnements et aux soins, accès aux droits et

place dans la cité, inclusion, coordination des soins et des parcours); INNOVATION ET PARTICIPATION CITOYENNE (action(s) dont le contenu et la mise en œuvre seront, sur la durée du CLS, définis et réalisés avec la participation directe des habitants.)

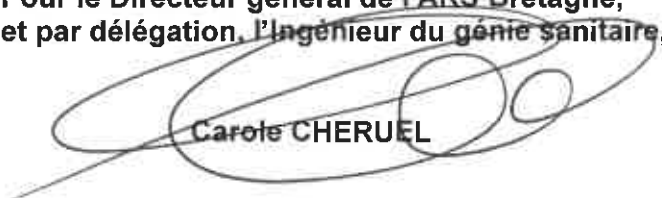
Les élus de l'EPCI ont d'ores et déjà souligné le besoin de travailler dans ce CLS sur l'accès aux soins de 1^{er} recours et le développement de l'exercice coordonné; ce qui sera le cas dans ce CLS puisque ce sera un des 4 axes déclinés en actions opérationnelles dans ce CLS.

les travaux du CLS vers sa signature après un an d'élaboration pour décliner sur 5 ans des actions opérationnelles sur les 4 axes santé précités représentent un enjeu fort car il a pour objectif de répondre aux besoins de la population et ce en concertation avec les acteurs opérationnels (dont habitants) et institutionnels avec la convergence des politiques des différents institutionnels signataires pour une meilleure santé de la population de l'EPCI.

Les choix d'aménagement qui seront adoptés devront tenir compte de l'ensemble des déterminants que je viens d'énoncer afin de faire du PLUi de Saint-Brieuc Armor Agglomération un outil de promotion de la santé.

Restant à votre entière disposition pour tout complément d'information, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

**Pour le Directeur général de l'ARS Bretagne,
et par délégation, l'Ingénieur du génie sanitaire,**


Carole CHERUEL

Annexe 1 – Rappel des principaux déterminants de la santé et des objectifs les concernant en matière d'urbanisme favorable à la santé

Déterminants de santé	Objectifs visés (pour un Urbanisme favorable à la santé) et quelques éléments d'appréciation
Famille I : modes de vie, structures sociales et économiques	
1- Comportements de vie sains	<ul style="list-style-type: none"> Favoriser les déplacements et modes de vie actifs Inciter aux pratiques de sport et de détente Inciter à une alimentation saine
2- Cohésion sociale et équité	<ul style="list-style-type: none"> Favoriser la mixité sociale, générationnelle, fonctionnelle Construire des espaces de rencontre, d'accueil et d'aide aux personnes vulnérables
3- Démocratie locale/citoyenneté	<ul style="list-style-type: none"> Favoriser la participation au processus démocratique
4- Accessibilité aux équipements, aux services publics et activités économiques	<ul style="list-style-type: none"> Favoriser l'accessibilité aux services et équipements
5- Développement économique et emploi	<ul style="list-style-type: none"> Assurer les conditions d'attractivité du territoire
Famille II : cadre de vie, construction et aménagement	
6- Habitat	<ul style="list-style-type: none"> Construire ou réhabiliter du bâti de qualité (luminosité, isolation thermique et acoustique, matériaux sains...)
7- Aménagement urbain	<ul style="list-style-type: none"> Aménager des espaces urbains de qualité (mobilier urbain, formes urbaines, ambiances urbaines, offre en espaces verts...)
8- Sécurité-tranquillité	<ul style="list-style-type: none"> Assurer la sécurité des habitants
Famille III : milieux et ressources	
9- Environnement naturel	<ul style="list-style-type: none"> Préserver la biodiversité et le paysage existant
10- Adaptation aux changements climatiques	<ul style="list-style-type: none"> Favoriser l'adaptation aux événements climatiques extrêmes Lutter contre la prolifération des maladies vectorielles
11- Air extérieur	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer la qualité de l'air extérieur
12- Eaux	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer la qualité et la gestion des eaux
13- Déchets	<ul style="list-style-type: none"> Inciter à une gestion de qualité des déchets (municipaux, ménagers, industriels, de soins, de chantiers...)
14- Sols	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer la qualité et la gestion des sols
15- Environnement sonore et gestion des champs électromagnétiques	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer la qualité sonore de l'environnement et gérer les risques liés aux champs électromagnétiques

Source : Guide « Agir pour un urbanisme favorable à la santé »

Ce document, ainsi que le livret « Outil d'aide à l'analyse des plans locaux d'urbanisme au regard des enjeux de santé », sont disponibles, à l'adresse web suivante :

<http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/activites-humaines/article/urbanisme-et-sante>

Annexe 2

Cf. Pièces jointes (2)

Offre Médico-sociale département des Côtes d'Armor secteur PERSONNES AGEES territoire de SAINT BRIEUC ARMOR AGGLOMERATION

Type d'établissement et missions	Nb Ets	Types de places	Nb de places	Taux d'équipement nb de places pour 1000 habitants de 75 ans et plus
Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) : Mission : accueillir des personnes âgées de 60 ans ou plus en perte d'autonomie totale ou partielle.	17 dont 3 établissements multi sites	Hébergement permanent	1783	Tx EPCI SB2A=128 Tx dpt. = 121 Tx rég. = 115.2 Tx nat. = 95.1
		Hébergement temporaire	50	
		Accueil de jour	20	
		Pôle d'activité et de soins adaptés : unité destinée à accueillir en journée des personnes présentant modérés des troubles cognitifs	3 unités de 14 places	
Accueils de jour autonomes : Missions : accueillir les personnes de 60 ans ou plus atteintes de maladies d'Alzheimer ou troubles apparentés dans le but : <ul style="list-style-type: none"> - de rompre leur isolement et de restaurer le lien social, - de favoriser le maintien à domicile - de préserver leur autonomie - de soulager les aidants. 	2	Unité d'Hébergement Renforcée : unité destinée à accueillir sur une période de plusieurs mois des personnes présentant des troubles cognitifs sévères avec troubles du comportement important	1 unité de 14 places	
			20	
Plateformes de répits : Dispositif qui offre une palette diversifiée de solutions de répit pour les aidants de malades Alzheimer.	1			

Services de Soins Infirmiers A Domicile (SSIAD) : <u>Mission</u> : dispenser des soins d'hygiène générale et de confort aux personnes âgées de 60 ans ou plus vivant à domicile	3	SSIAD classique	262	Tx EPCI SB2A=19 Tx dpt. = 24 Tx reg. = 19.2 Tx nat. = 19.8
		SSIAD Alzheimer – ESA (équipe spécialisées Alzheimer)	10	
Méthode d'Action pour l'intégration de services d'Aides et de soins (MAIA) : Dispositif de coordination intégrée	1			

Commune	Code postal
HILLION	22120
PLAINTEL	22940
PLEDRAN	22960
PLERIN	22190
PLOEUC-L'HERMITAGE	22150
PLOUFRAGAN	22440
PORDIC	22590
QUINTIN	22800
SAINT-BRIEUC MR Principale	22000
SAINT-BRIEUC secondaire	22000
SAINT-BRIEUC	22000
SAINT-BRIEUC secondaire	22015
SAINT-BRIEUC MR Principale	22000
SAINT-BRIEUC secondaire	22000
SAINT-BRIEUC	22027
SAINT-BRIEUC	22045
SAINT-BRIEUC	22000
SAINT-QUAY-PORTRIEUX	22410
TREGUEUX EHPAD secondaire	22950
LA MEAUGON EHPAD secondaire	22440
LANGUEUX EHPAD secondaire	22360
LANGUEUX EHPAD secondaire	22360
TREMUSON	22440

Commune	Code postal	Nom de l'établissement
HILLION	22120	EHPAD du Cré
PLAINTEL	22940	"Résidence de Roquileu"
PLEDRAN	22960	EHPAD Bel Orient
PLERIN	22190	EHPAD Résidence "Les Ajoncs d'Or"
PLOEUC-L'HERMITAGE	22150	EHPAD Louis Morel. (anciennement PLOEUC -su LIE)
PLOUFRAGAN	22440	EHPAD Foyer d'Armoat
PORDIC	22590	EHPAD Résidence "La Villeneuve"
QUINTIN	22800	EHPAD de QUINTIN
SAINT-BRIEUC MR Principale	22000	Résidence "Edilys"
SAINT-BRIEUC secondaire	22000	Résidence Kérélys
SAINT-BRIEUC	22000	EHPAD Résidence "Prévallon"
SAINT-BRIEUC secondaire	22015	Maison de Retraite Le Cèdre
SAINT-BRIEUC MR Principale	22000	Maison de Retraite Montbareil
SAINT-BRIEUC secondaire	22000	Maison de Retraite Ermitage St-Joseph
SAINT-BRIEUC	22027	EHPAD les Capucins
SAINT-BRIEUC	22045	Maison de Retraite "des filles du St-Esprit"
SAINT-BRIEUC	22000	EHPAD MUTUALISTE DES CHAMPS AU DUC
SAINT-QUAY-PORTRIEUX	22410	Maison de Retraite "Jeanne d'Arc"
TREGUEUX EHPAD secondaire	22950	EHPAD LE PARC
LA MEAUGON EHPAD secondaire	22440	EHPAD LE LAC
LANGUEUX EHPAD secondaire	22360	EHPAD EUGENE GUENO
LANGUEUX EHPAD secondaire	22360	EHPAD LA BAIE
TREMUSON	22440	Résidence La Tourelle d'Argent

Commune	Code de la commune	Nom du service	Code du service	Code de la commune
LANGUEDOC	34000	Comité d'Études de la Région	34000	34000
FLERINFORDE	34000	Comité d'Études de la Région	34000	34000
SAINT-BRIEUC-LE-VAL DE CLAS & SAINT-BRIEUC-ARMOR AGGLOMERATION (PAPID) (Région d'habitat de SAINT-BRIEUC par le CLAS de SAINT-BRIEUC-ARMOR AGGLOMERATION ainsi que SAINT-BRIEUC-LE-VAL DE CLAS & SAINT-BRIEUC-ARMOR L'HERMITAGE/QUINTIN au 01/01/2015)	34000	Comité d'Études de la Région	34000	34000

Tout

LISTE DES AUTRES ETABLISSEMENTS NON EHPAD

Commune	Code postal	Nom de l'Etablissement	Adresse	Téléphone	Capacité autorisée		C
					HP	HT	
ETABLISSEMENTS GERES DSA							
ETABLES-SUR-MER	22690	FL "Les Magnolias"	7, place Jean Heurtel	02.96.70.64.92	50	5	
ETABLISSEMENTS AVANT UN FORFAIT-SOINS EN 2006 GERES DIARS 22							
BINIC-ETABLES-SUR-MER	22520	FL "Foyer de l'Ic" (anciennement Bin	8, avenue Gal de Gaulle	02.96.73.73.12	54	2	
HILLION	22120	FL de la Presqu'île	12, Place de l'Eglise	02.96.32.25.30	24	2	
QUENTIN	22800	FL "Résidence du Pavillon"	Rue des 14 Portes	02.96.74.03.80	66	3	
ST BRIEUC	22000	FL "Les Villages"	5, rue du Van Gicquel	02.96.44.42.67	86	0	
Total	5						
EHPAS GERES CG AUTORISES MAIS PAS INSTALLES							
HENON LE	22150	FL	8, rue de l'Armel	02.96.73.42.47	7	0	

02/08/2018